BDC
L'entrepreneur d'abord

AVRIL 2011

LETTRE économique

AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ AU CANADA : UN DÉFI DE TAILLE

Le Canada accuse un net retard en termes de croissance de productivité par rapport aux États-Unis. Le phénomène n'est pas nouveau, mais l'écart s'est considérablement accentué depuis le début des années 2000 (graphique ci-dessous). La productivité est un facteur-clé de la compétitivité d'un pays. Étant une petite économie ouverte, le Canada, doit absolument améliorer sa productivité s'il veut demeurer compétitif sur la scène mondiale, où la concurrence s'est considérablement intensifiée au cours des dernières années avec l'émergence des pays asiatiques.

De nombreuses études ont été réalisées pour tenter d'expliquer la faiblesse de la croissance de la productivité canadienne et plusieurs de leurs conclusions se recoupent. Il y aurait notamment de sérieuses lacunes au niveau de l'innovation dans les entreprises canadiennes. Cela s'expliquerait, entre autres, par le recul des investissements en recherche et développement et par l'insuffisance d'investissements en machines et équipement, plus particulièrement dans les technologies de l'information et des communications (TIC). L'investissement en TIC est à la source de la croissance de la productivité dans l'industrie des services, le secteur d'activité prédominant dans un pays industrialisé comme le Canada.

De fait, en 2009, le stock de capital en TIC par travailleur au Canada ne s'élevait qu'à la moitié de celui des États-Unis. Les différences entre les structures industrielles des deux pays expliqueraient en partie cet écart. En effet, la part des entreprises utilisant intensivement les TIC—celles des secteurs de l'information et des services professionnels, scientifiques et techniques, par exemple—est moins élevée au Canada qu'aux États-Unis alors que la part des entreprises de petite taille, qui investissement moins dans les TIC, y est plus élevée. Le retard de l'investissement dans les TIC n'est toutefois qu'un facteur parmi plusieurs identifiés par le Conseil des académies canadiennes pour expliquer la faiblesse de l'innovation des entreprises canadiennes : l'intensité de la concurrence, les conditions favorisant la création et la croissance de nouvelles entreprises innovantes, les politiques publiques ayant un impact sur l'innovation et l'ambition des entreprises.[1] ▼

[1] Conseil des académies canadiennes (2009). Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur. Ottawa, Conseil des académies canadiennes.

Canada

> **La croissance du PIB réel reste soutenue**

> **La création d'emplois ralentit**

> **Les mises en chantier augmentent alors que les ventes de maison baissent**

> **L'excédent commercial diminue**

États-Unis

> **La création d'emplois s'accélère un peu**

> **Le secteur de l'habitation reste déprimé**

> **Les ventes au détail progressent, mais la confiance des consommateurs baisse**

Les taux d'intérêt

L'écart entre les taux directeurs canadien et américain pourrait s'élargir d'un point de pourcentage d'ici la fin de 2011

Pétrole et dollar canadien

Conditions du crédit

Indicateurs clés

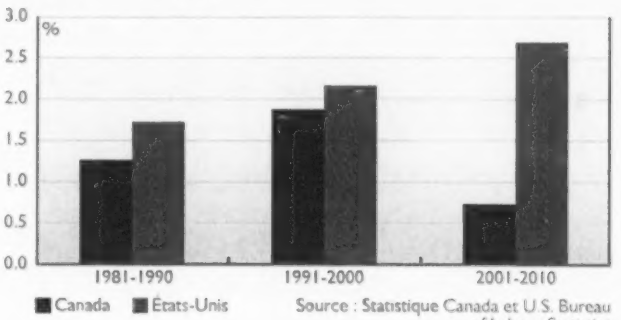
La lettre économique mensuelle de BDC est produite par le service Stratégie et gestion du risque d'entreprise. Elle s'appuie sur des données économiques provenant de diverses sources publiques. Le lecteur est l'unique responsable de l'usage qu'il fait de ces informations.

© 2011 Banque de développement du Canada
1 888 INFO BDC | bdc.ca

Le Canada peut-il rattraper son retard de productivité par rapport aux États-Unis ? Ce sera difficile, car pour ce faire, il faudrait que la croissance de la productivité soit plus élevée au Canada qu'aux États-Unis, et ce de façon soutenue. Entre 2000 et 2009, par exemple, la croissance de la productivité dans le secteur des entreprises s'est élevé à 2,6 % en moyenne aux États-Unis, contre 0,7 % au Canada. Si le rythme de croissance restait le même aux États-Unis au cours des 15 prochaines années, il faudrait que la croissance de la productivité s'élève à 4,4 % par année au Canada, soit 6 fois plus que la moyenne observée entre 2000 et 2009, pour faire disparaître l'écart.

À la lecture de cette brève analyse, on peut penser que le Canada est dans une bien mauvaise situation. Il faut toutefois mettre les choses en perspective : malgré la faible croissance de sa productivité, le Canada occupe le dixième rang sur 139 pays au classement du Forum économique mondial sur la compétitivité, les États-Unis arrivant en quatrième place. Mais s'il veut demeurer en tête de liste, le Canada doit sérieusement s'attaquer à ce problème. ■

Productivité du travail : secteur des entreprises
(variation annuelle moyenne)



Source : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labour Statistics

CANADA

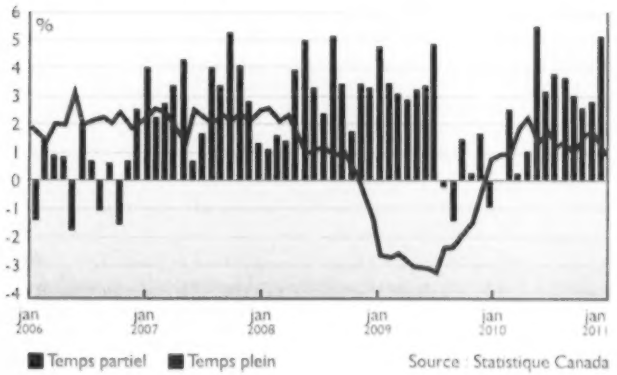
Retour

L'économie canadienne se porte bien : le PIB réel progresse de façon soutenue et l'emploi continue à augmenter. Malgré le recul des exportations en janvier, qui a fait disparaître presque totalement l'excédent commercial du mois précédent, la production de biens et de services a augmenté, ce qui donne à penser que la demande intérieure est suffisamment vigoureuse pour compenser la faiblesse de la demande extérieure et soutenir la croissance économique. Si tel est le cas, il ne faudra pas s'étonner si la Banque du Canada révise ses prévisions de croissance à la hausse en avril et procède à un relèvement du taux directeur avant la fin du deuxième trimestre.

La croissance de l'emploi ralentit

La variation de l'emploi a été plus modeste en février qu'en janvier, mais elle reste positive : 15 100 postes ont été créés comparativement à 69 200 le mois précédent. La perte de 23 800 postes à temps plein a été plus que compensée par la création de 38 900 emplois à temps partiel. Le taux de chômage est demeuré inchangé à 7,8 %. Au cours des 12 derniers mois, l'emploi à temps partiel a progressé beaucoup plus rapidement que l'emploi à temps plein, soit à un rythme de 5,1 % contre 1,1 % (voir le graphique). Néanmoins, le marché du travail se porte bien et devrait favoriser la croissance économique dans les prochains mois.

Variation annuelle de l'emploi



Source : Statistique Canada

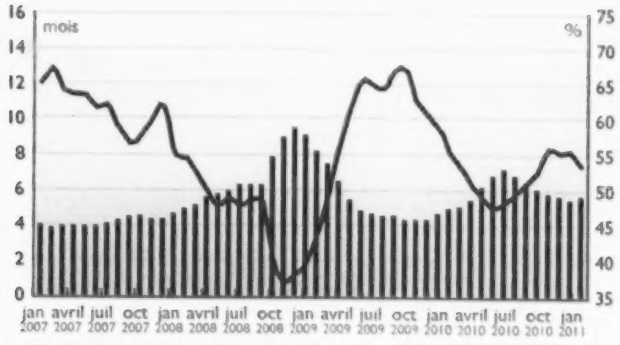
La croissance du PIB réel reste soutenue

Le PIB réel a crû de 0,5 % en janvier par rapport au mois précédent, après une hausse similaire en décembre. La croissance en janvier est principalement attribuable au secteur de la fabrication, dont la production a augmenté de 2,8 % par rapport au mois précédent, avec des hausses marquées de la production de véhicules et de pièces automobiles ainsi que de pièces métalliques. Tous les autres secteurs industriels, mis à part celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière où la production a reculé, ont contribué à la croissance en janvier, mais dans une moindre mesure que la fabrication. Les résultats de janvier sont de très bon augure pour la croissance économique au premier trimestre.

Les mises en chantier augmentent alors que les ventes de maisons existantes reculent

Le nombre de mises en chantier est passé de 170 600 en janvier, à 181 900 en février. L'augmentation est principalement due à une hausse des mises en chantier de logements collectifs en Ontario et dans les Prairies. Dans les centres urbains, les mises en chantier de logements collectifs ont augmenté de 14,5 % et celles des maisons individuelles de 3,0 %. Par ailleurs, les ventes de maisons existantes ont reculé de 1,7 % en février par rapport à janvier et de 5,9 % par rapport à février 2010. Selon l'Association canadienne de l'immeuble, ▼

Équilibre du marché résidentiel
(désaisonnalisé)



Source : Association canadienne de l'immeuble

le marché de la revente est assez bien équilibré dans son ensemble. La SCHL prévoit que le nombre de mises en chantier baissera de 6,5 % en 2011 et remontera de 3,5 % en 2012 et que les ventes de logements existants seront en baisse de 1,1 % en 2011, mais augmenteront de 4,8 % en 2012.

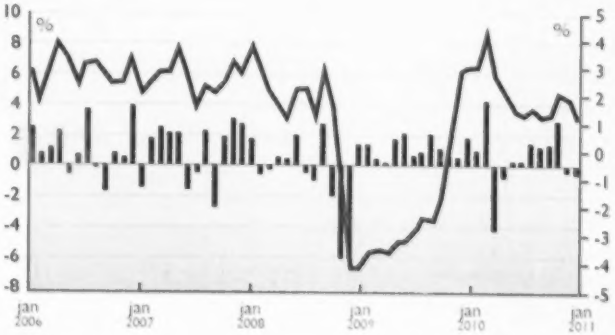
L'excédent commercial diminue

Comme on pouvait s'y attendre, l'amélioration de la balance commerciale observée en décembre n'a été que temporaire : l'excédent commercial est passé de 1,7 G$ en décembre à 116 M$ en janvier. Les exportations, qui avaient bondi de 7,9 % en décembre en raison de la vigueur de la demande pour les produits énergétiques, ont progressé de seulement 0,8 % en janvier, alors que la croissance des importations est passée de 1,5 % en décembre à 5,3 % en janvier. Ce sont les produits de l'automobile et les produits énergétiques qui ont le plus contribué à la croissance des importations, mais une hausse significative des importations de machines et d'équipement a également été enregistrée. Les données de janvier laissent croire que la contribution du commerce extérieur à la croissance économique pourrait être plus faible en 2011T1 qu'en 2010T4, mais avec seulement un mois de données dans le trimestre, il ne faut pas conclure trop hâtivement.

Les ventes au détail reculent

Les ventes au détail ont reculé de 0,3 % en janvier, après une baisse de 0,2 % en décembre. La baisse en janvier est principalement attribuable au recul des ventes de voitures automobiles et de leurs pièces ainsi qu'à la baisse des ventes dans les stations-service. Malgré la diminution enregistrée en janvier, les ventes au détail demeurent 3,5 % plus élevées qu'elles ne l'étaient en janvier 2010 (graphique). ■

Ventes au détail



Source : Statistique Canada

★ ÉTATS-UNIS

Retour

Les données économiques les plus récentes illustrent la fragilité de l'économie américaine : l'emploi progresse, mais lentement ; la consommation a repris de la vigueur, mais cette reprise pourrait être de courte durée car la hausse du prix de l'essence a fait reculer la confiance des consommateurs ; les mises en chantier et les ventes de maisons existantes avaient augmenté au cours des derniers mois, mais elles ont replongé en février, témoignant de la faiblesse persistante du marché de l'habitation. Devant ces résultats, on ne s'étonnera pas que les prévisionnistes n'anticipent pas de remontée du taux directeur avant la fin de 2011.

La croissance de l'emploi s'accélère légèrement

L'emploi dans le secteur non agricole a progressé de 192 000 en février, après une augmentation de seulement 63 000 postes en janvier. Des gains de 33 000 emplois dans le secteur de la construction ont plus que compensé les 22 000 pertes causées par le mauvais temps hivernal le mois précédent. L'emploi a augmenté de 222 000 dans le secteur privé, ce qui constitue un douzième gain mensuel consécutif dans ce secteur et le deuxième plus important depuis mars 2006. Il reste toutefois beaucoup de chemin à parcourir avant que l'activité sur le marché du travail américain soit semblable à ce qu'elle était avant la récession : jusqu'à présent, le secteur privé a récupéré seulement 17 % des pertes d'emplois subies depuis le début de 2008. Or, on ne peut pas espérer une croissance économique très vigoureuse sans une nette amélioration du marché du travail.

Le marché de l'habitation ne s'améliore pas

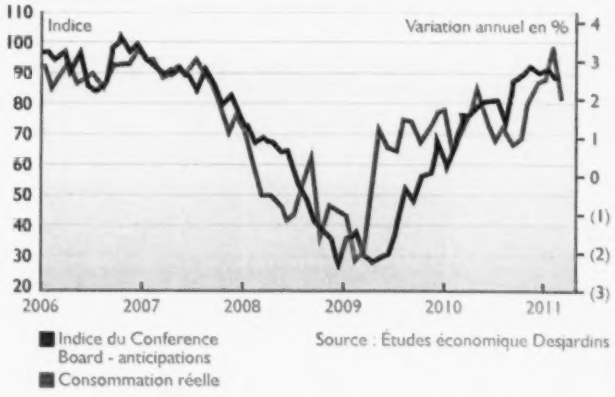
Après une bonne progression en janvier, les mises en chantier ont de nouveau chuté en février : elles ont reculé de 11,8 % par rapport au mois précédent dans le segment des maisons individuelles et de 47 % dans le segment des logements collectifs. Dans le cas des maisons individuelles, les mises en chantier sont près de 30 % inférieures au niveau auquel elles se situaient ▼

il y a un an. Par ailleurs, après trois mois d'affilée d'augmentation, les ventes de maisons existantes ont diminué de 9,6 % en février par rapport au mois précédent et le prix moyen a reculé de 5,2 % par rapport à l'année précédente. Enfin, les ventes de maisons neuves ont baissé de 16,9 % en février par rapport en janvier, après une diminution de 9,6 % en janvier. Bref, le marché de l'habitation tourne encore au ralenti et il faut s'attendre à ce que cela prenne encore plusieurs mois avant qu'il ne retrouve un rythme de croissance normal.

Les ventes au détail progressent, mais la confiance des ménages baisse

Les ventes au détail ont augmenté pour un troisième mois consécutif en février, en hausse de 1,0 % par rapport à janvier. Les ventes de véhicules automobiles ont crû de 2,3 %, leur huitième gain d'affilée. Excluant les véhicules automobiles, les ventes au détail ont augmenté de 0,7 % en février. Toutefois, l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board, qui avait atteint son niveau le plus élevé en trois ans en février, s'est fortement replié en mars. La hausse du prix de l'essence aurait exercé un effet négatif sur les anticipations des consommateurs. En conséquence, malgré la forte croissance des ventes au détail au cours des deux premiers mois de l'année, les dépenses de consommation ne seront peut-être pas aussi vigoureuses qu'espéré au premier trimestre de 2011. ■

Indice de confiance des consommateurs



Source : Études économique Desjardins

LES TAUX D'INTÉRÊT

Retour

L'écart entre les taux directeurs canadien et américain pourrait s'élargir d'un point de pourcentage d'ici la fin de 2011

Le 15 mars, la Réserve fédérale a laissé le taux cible du financement à un jour inchangé. La Banque du Canada avait fait de même le 1er mars, de sorte que l'écart entre les deux taux directeurs est demeuré stable. Selon le Consensus, la Fed devrait laisser son taux directeur inchangé d'ici la fin de 2011, alors que la Banque du Canada devrait relever le sien d'un point de pourcentage, ce qui ferait augmenter d'autant l'écart entre les deux taux. Ces anticipations sont fondées sur des perspectives économiques plus favorables au Canada qu'aux États-Unis. ■

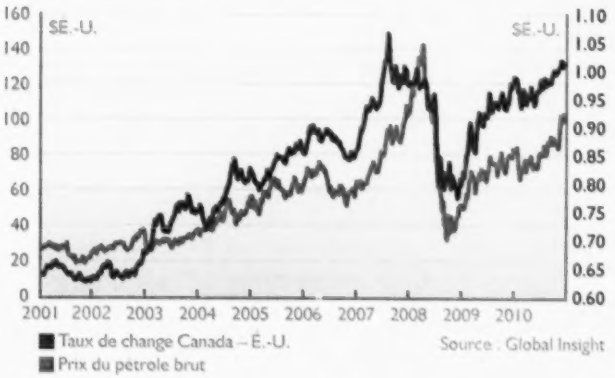
PÉTROLE ET DOLLAR CANADIEN

Retour

Le prix du pétrole et la valeur du dollar canadien restent élevés

Le prix du pétrole est demeuré élevé au cours du mois, au-dessus de 100 $É.-U. le baril, en raison de l'instabilité qui perdure en Lybie et qui risque toujours de nuire à l'approvisionnement en or noir des pays occidentaux. Le cours du baril s'était quelque peu replié en raison des espoirs d'une amélioration de la situation, mais il a vite fait de remonter quand ces espoirs ont été déçus. Il faut s'attendre à ce que les prix restent élevés et volatiles tant que la situation ne se sera pas stabilisée, ce qui risque d'être long. Le taux de change du dollar canadien a évolué en tandem avec le prix du pétrole, demeurant légèrement au-dessus de la parité avec le billet vert. ■

Prix du pétrole brut et taux de change Canada – Etats-Unis



Source : Global Insight

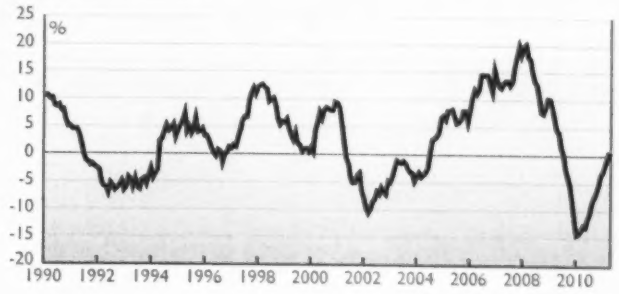
CONDITIONS DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Retour

La croissance du crédit aux entreprises redevient positive

En février, la croissance annuelle du crédit consenti par les banques à charte aux entreprises est revenue en terrain positif après avoir été négative pendant 20 mois, soit depuis juin 2009. Les résultats concernant le crédit aux entreprises tirés des enquêtes de la Banque du Canada—l'enquête sur les perspectives des entreprises et l'enquête auprès des responsables du crédit—faisaient état d'un assouplissement des conditions de crédit depuis quelques trimestres. Nous verrons lors de leur prochaine parution, à la mi-avril, si la tendance s'est poursuivie. ■

Crédit consenti aux entreprises par les banques à charte
(taux de variation annuel)



Source : Banque du Canada

INDICATEURS CLÉS — CANADA

Retour

Indicateurs clés—Canada	Passé				2010				Plus récent		Prévision	
	2007	2008	2009	2010	T1	T2	T3	T4			2011	2012
PIB réel (% croissance)	2,2	0,5	-2,5	3,1	5,5	2,2	1,8	3,3	Jan	0,5	2,9	2,7
Dépenses en machinerie & équipement (% croissance)	4,2	-0,9	-20,3	11,2	14,8	29,7	24,6	0,7			11,2	7,9
Profits des sociétés avant impôts (% croissance)	1,9	8,0	-32,3	18,4	38,2	-6,9	0,4	41,1			13,5	8,6
Production industrielle (% croissance)	-0,5	-4,5	-9,4	4,7	10,4	9,2	2,7	2,2	Jan	1,3	3,8	3,6
Prix des produits industriels (% croissance)	1,5	4,3	-3,5	1,0	3,6	1,2	-1,0	6,5	Fév	0,7	3,9	2,7
Construction non-résidentielle (% croissance)	2,3	7,7	-19,5	-0,5	10,6	2,4	12,7	21,0				
Mises en chantier (' 000 unités)	228	213	148	188	198	198	179	179	Fév	182	173	179
Dépenses personnelles (% croissance)	4,6	2,9	0,4	3,4	4,1	1,9	2,7	4,9			2,9	2,5
Prix à la consommation (% croissance)	2,1	2,4	0,3	1,8	2,2	-0,1	2,4	4,4	Fév	0,3	2,3	2,1
Emploi (% croissance)	2,4	1,7	-1,6	1,4	1,5	3,4	1,4	0,4	Fév	0,1		
Taux de chômage (%)	6,0	6,1	8,3	-3,1	8,2	8,0	8,0	7,7	Fév	7,8	7,5	7,2
Indice de confiance des PME (FCEI)	67,2	56,1	57,7	66,7	68,4	66,7	64,7	66,7	Fév	69,4		
Indice de confiance des manufacturiers (FCEI)	68,8	52,7	56,0	68,6	69,7	69,0	65,7	70,2	Fév	72,3		

Sources : Statistique Canada, Consensus Economics et Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Taux de croissance annuel, taux de croissance trimestriel à taux annuel et taux de croissance mensuel.